
Zambie: de bonnes ou de mauvaises nouvelles dans le secteur forestier?

La Zambie possède presque 46 millions d'hectares de forêts, dont 7,4 millions d'hectares de réserves, 6,3 millions d'hectares de parcs nationaux et 32 millions d'hectares de forêts. L'étendue estimée des plantations d'arbres est d'environ 63 000 hectares. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser l'information récente qui suit.

La nouvelle est que le gouvernement de la Zambie étudie la possibilité d'obtenir 30 millions de dollars pour moderniser l'industrie du bois qui est à l'abandon depuis longtemps, au dire de Conrad Simuchile, fonctionnaire du Département des relations publiques du Ministère du Commerce, des Affaires et de l'Industrie.

L'argent passerait sous la forme de prêts aux entreprises concernées par l'industrie du bois, de manière à appuyer l'introduction et l'établissement de plantations et d'usines de traitement.

Le but déclaré est de pousser les entrepreneurs à l'élaboration de produits finis, plutôt qu'à l'exportation de bois brut (qui retourne plus tard en Zambie sous la forme de produits finis), et de créer ainsi des emplois pour les Zambiens dans le secteur industriel.

Il semble très raisonnable d'arrêter l'exportation de bois brut et d'ajouter de la valeur au bois par la production de biens manufacturés, surtout dans un pays où les habitants de la campagne ont subi les effets de l'élimination des subsides à l'agriculture dans les années 90, ce qui les a poussés à gagner leur vie par de nouvelles activités telles que l'abattage de forêts pour la production de charbon de bois destiné à l'approvisionnement du marché urbain.

Néanmoins, beaucoup de questions restent posées. Par exemple, comment se fait-il que l'industrie du bois ait décliné, alors qu'il s'agit d'une affaire profitable dans un pays qui possède des ressources forestières abondantes? Le ministre du Tourisme et des Ressources naturelles, Levison Mumba, a lui-même reconnu que cette industrie ne contribuait pas au produit intérieur brut du pays en raison du manque de transparence des parties concernées (cf. Bulletin n° 60 du WRM). Donc, qui va décider à qui sera destiné l'argent, et quels contrôles seront mis en place pour garantir que cela conduise à la génération d'emplois et à l'aménagement durable des forêts?

Quant à la promotion des plantations d'arbres, il y a là aussi des questions à poser. Les plantations ne sont pas mauvaises en elles-mêmes. Tout dépend des espèces à planter, de l'endroit, de l'échelle, de la manière (y compris le consentement préalable et bien renseigné des habitants) et des bénéficiaires de cette activité industrielle et de celles qui en découlent.

On dirait pourtant que cela ne fait pas beaucoup de sens, pour un pays riche en ressources forestières, de promouvoir la plantation d'arbres plutôt que de se centrer sur l'utilisation rationnelle des forêts. L'information disponible ne dit pas ce que sont des "plantations" pour le gouvernement. Cependant, il est relativement clair que ces plantations auraient pour but de fournir de la matière première à l'industrie du bois ("pour aider les entrepreneurs à introduire et à établir des plantations et des usines de traitement dans le but de moderniser l'industrie du bois"). Si tel est le cas, il est donc

tout à fait plausible que les plantations vont se centrer sur des essences exotiques de croissance rapide, semblables à celles que l'on préconise partout dans les régions tropicales et subtropicales: l'eucalyptus, le pin, l'acacia, le gmelina ou faux teck. Mais toute l'expérience disponible montre que ce serait là une grosse erreur.

Bien entendu, il serait beaucoup plus raisonnable de planter des espèces indigènes dans des régions de forêt dégradée, à condition toutefois que les communautés locales appuient une telle idée, et qu'elles bénéficient de la restauration de ces forêts. L'appui et le financement pour une telle initiative seraient les bienvenus. Cependant, l'argent que le gouvernement essaie d'obtenir serait destiné à des prêts pour les entreprises de l'industrie du bois. Ce secteur même que le ministre a accusé de "manque de transparence".

En somme, il est encore trop tôt pour décider si la nouvelle est bonne ou mauvaise, bien que tout semble pencher vers la deuxième option. Nous espérons nous tromper.

Article basé sur des informations tirées de: "State Scouts for US\$ 30m Local Timber Sector", The Times of Zambia (Ndola), 19 mars 2003, <http://allafrica.com/stories/200303190962.html>.